



Politique de prévention et de gestion des conflits d'intérêts

Référence : POL. 3

Version : v2

Responsabilité

Responsable de la procédure	Michael Israël
Service	Direction ; Secrétariat Général
Correspondant relais	Marion Bougel

Objectif de la procédure

Conformément aux exigences réglementaires applicables, IVO établit et maintient opérationnelle une politique efficace de gestion des conflits d'intérêts, fixée par écrit et appropriée au regard de sa taille, de son organisation, de la nature, de l'importance et de la complexité de ses activités.

Cette politique doit ainsi permettre d'assurer la prévention, l'identification et le traitement des conflits d'intérêts, afin d'éviter qu'ils ne portent atteinte aux intérêts des clients et porteurs de parts, et écarter ainsi tout risque de réputation.

Liste des outils/applications utilisés

Outil(s)	Cartographie des conflits d'intérêts potentiels ; Registre des conflits d'intérêts avérés
Application(s)	

Liste des états utilisés	Archivage (oui/non)	Emplacement d'archivage
Cartographie des conflits d'intérêts potentiels	oui	X:\RCCI
Registre des conflits d'intérêts avérés	oui	X:\RCCI
Déclaration des fonctions et mandats extérieurs	oui	X:\RCCI

Gestion des mises à jour de la procédure

Version	Date	Statut	Auteur des modifications	Nature des modifications
V1	12/12/2013	OK	AGAMA Conseil	Création
V2	06/06/2018	OK	AGAMA Conseil	Refonte de la Politique sous le nouveau format de procédure.

Sommaire

1.	Schéma récapitulatif	3
2.	Définition	3
3.	Champ d'application : activités et personnes concernées	4
A.	<i>Activités concernées</i>	<i>4</i>
B.	<i>Personnes concernées</i>	<i>4</i>
4.	Dispositif de prévention et de gestion des conflits d'intérêts	5
A.	<i>Politique de prévention et de gestion des conflits d'intérêts</i>	<i>5</i>
B.	<i>Cartographie des conflits d'intérêts potentiels</i>	<i>5</i>
C.	<i>Registre des conflits d'intérêts avérés</i>	<i>6</i>
5.	Dispositif de remontée et de traitement des conflits d'intérêts	6
A.	<i>Détection d'un conflit d'intérêts avéré</i>	<i>6</i>
B.	<i>Traitement d'un conflit d'intérêts avéré</i>	<i>6</i>
C.	<i>Information aux personnes concernées</i>	<i>7</i>
	Annexe 1 : Références réglementaires	9
	Annexe 2 : Politique de prévention et de gestion des conflits d'intérêts	10
	Annexe 3 : Cartographie des conflits d'intérêts potentiels	11
	Annexe 4 : Registre des conflits d'intérêts avérés	11

1. Schéma récapitulatif



2. Définition

Le **conflit d'intérêts** se définit comme une situation qui implique d'avoir à choisir :

- entre l'intérêt de la Société de Gestion et l'intérêt du client/porteur ;
- entre l'intérêt d'un client/porteur et l'intérêt d'un autre client/porteur ;
- entre l'intérêt de la Société de Gestion et l'intérêt personnel du collaborateur ;
- entre l'intérêt du client/porteur et l'intérêt personnel d'un collaborateur ;
- entre l'intérêt des actionnaires de la Société de Gestion et celui de ses clients / porteurs.

En particulier, l'article 321-47 du Règlement Général de l'AMF définit les **situations potentielles de conflits d'intérêts** comme les situations où la Société de Gestion (ou une personne qui lui est liée – *agent lié* notamment) :

- est susceptible de réaliser un gain financier ou d'éviter une perte financière aux dépens du client ;
- a un intérêt au résultat d'un service fourni au client ou d'une transaction réalisée pour le compte de celui-ci qui est différent de l'intérêt du client au résultat ;
- est incité, pour des raisons financières ou autres, à privilégier les intérêts d'un autre client ou d'un groupe de clients par rapport aux intérêts du client auquel le service est fourni ;

- exerce la même activité professionnelle que le client ;
- reçoit ou recevra d'une personne autre que le client un avantage en relation avec le service fourni au client, sous quelque forme que ce soit, autre que la commission ou les frais normalement facturés pour ce service.

3. Champ d'application : activités et personnes concernées

Cette politique couvre l'ensemble des situations de conflits d'intérêts, potentiels ou avérés, résultant des activités exercées à titre professionnel par toute personne physique ou morale liée directement ou indirectement à IVO.

A. Activités concernées

Dans le respect des agréments délivrés par l'AMF, IVO exerce les activités suivantes :

- gestion d'OPCVM au sens de la Directive n° 2009/65/CE (*Directive OPCVM*) : gestion collective ;
- gestion de FIA au sens de la Directive n° 2011/61/UE (*Directive AIFM*) : gestion collective ;
- gestion de portefeuille pour compte de tiers au sens de la Directive n° 2004/39/CE (*Directive MIF*) : gestion individualisée sous mandat ;
- conseil en investissement ;
- courtage en assurance.

Dans le cadre de ces activités, IVO veille à identifier les situations conduisant, ou susceptibles de conduire, à un conflit d'intérêts, afin d'y apporter une solution garantissant la primauté et la préservation de l'intérêt des clients/porteurs.

B. Personnes concernées

Les personnes concernées par les risques de conflits d'intérêts sont les suivantes :

- les dirigeants et actionnaires de la Société de Gestion ;
- les gérants financiers ;
- les salariés d'IVO ;
- les stagiaires et apprentis ;
- les prestataires externes auxquels sont déléguées les fonctions essentielles ;
- les intermédiaires financiers (brokers, contreparties) ;
- les personnes mises à disposition et placées sous l'autorité de la Société de Gestion ;
- les administrateurs / general partners des véhicules gérés.

4. Dispositif de prévention et de gestion des conflits d'intérêts

A. Politique de prévention et de gestion des conflits d'intérêts

IVO s'est dotée d'une **Politique de prévention et de gestion des conflits d'intérêts** (Cf. Annexe 1), tenue à jour périodiquement par le RCCI, notamment en cas d'évolution de son périmètre d'activité et de changement significatif survenu dans son organisation.

En cas de modification, une version amendée est réalisée et transmise à la Direction, pour validation, préalablement à sa diffusion en interne auprès de l'ensemble des collaborateurs de la Société de Gestion et auprès des éventuels tiers concernés.

Cette politique est également disponible sur le site Internet de la Société de Gestion.

B. Cartographie des conflits d'intérêts potentiels

IVO est tenue de prendre toutes les mesures raisonnables pour empêcher les conflits d'intérêts de porter atteinte aux intérêts de ses clients / porteurs. Pour cela, IVO a identifié les conflits d'intérêts potentiels d'ordre général et ceux spécifiques compte tenu de l'organisation mise en place et des activités exercées, en les recensant au sein d'une cartographie dédiée.

Cette **cartographie des conflits d'intérêts potentiels**, formalisée sous format *Excel*, permet de dresser un inventaire par grandes thématiques des situations potentielles de conflit d'intérêts. Ce document est mis à jour par le RCCI dès qu'une nouvelle situation potentielle survient (modification du périmètre de l'activité, recrutement ou partenariat nouveaux, nouvelle cible de clientèle, etc.).

En tout état de cause, une revue complète des situations est effectuée et formalisée régulièrement. En fonction des mises à jour réalisées et s'il le juge pertinent, le RCCI, assisté du Secrétaire Général, modifie les procédures opérationnelles en tant que de besoin ; toute modification est alors soumise à la validation de la Direction avant diffusion, par le RCCI, aux collaborateurs concernés.

En cas de détection d'une situation de conflit d'intérêts potentiels, une étude est menée par le RCCI. La situation supposée de conflit d'intérêts est comparée aux différentes typologies décrites dans la cartographie des conflits d'intérêts potentiels de IVO :

- si le conflit d'intérêts est déjà recensé dans la cartographie, le RCCI, assisté du Secrétaire Général, s'assure du caractère opérationnel des mesures de prévention et d'encadrement ;
- sinon, il appartient au RCCI, assisté du Secrétaire Général, de mettre à jour la cartographie afin d'intégrer ce nouveau cas ; des mesures de prévention (procédure, contrôle) doivent être définies et mises en œuvre en conséquence.

C. Registre des conflits d'intérêts avérés

Outre la présente politique et la cartographie des conflits d'intérêts potentiels, IVO s'est également dotée d'un **registre des conflits d'intérêts avérés**, également tenu sous format *Excel*.

IVO tient à jour ce registre dont la vocation est de consigner les services d'investissement, les services connexes ou les autres activités exercées pour lesquels un conflit d'intérêts comportant un risque sensible d'atteinte aux intérêts d'un ou de plusieurs de ses clients/porteurs s'est effectivement produit. Ce registre est tenu par le RCCI, assisté du Secrétaire Général, de la Société de Gestion.

Les informations mentionnées dans ce registre ainsi que les documents justificatifs de l'existence ou non du conflit doivent être conservés pendant au moins 5 ans après sa survenance.

5. Dispositif de remontée et de traitement des conflits d'intérêts

A. Détection d'un conflit d'intérêts avéré

Une situation de conflit d'intérêts peut être détectée par le RCCI, lors d'un contrôle (contrôle des transactions personnelles par exemple) ou par tout autre collaborateur d'IVO à la lumière de la documentation communiquée à ce sujet (Code de déontologie par exemple).

Dès qu'un collaborateur s'interroge raisonnablement sur l'existence ou la possibilité d'une situation réelle, potentielle ou apparente de conflit d'intérêts (quel que soit le type : client/client ; collaborateur/client ; Société de Gestion/client), il en fait part immédiatement au RCCI.

L'information du RCCI est réalisée sur tout support durable (courriel, note interne, etc.). Elle doit préciser :

- le service concerné ;
- la date de constatation du conflit ;
- le caractère avéré ou potentiel du conflit ;
- la description détaillée du conflit ;
- les clients / porteurs impactés par le conflit ;
- le type d'impact envisageable.

Le RCCI est habilité à gérer toute remontée de conflits d'intérêts : il analyse la nature, les causes et les conséquences du conflit d'intérêts identifié et prend les mesures appropriées afin d'en limiter les conséquences immédiates.

B. Traitement d'un conflit d'intérêts avéré

Lorsque le conflit d'intérêts est déjà prévu au sein de la cartographie des conflits d'intérêts potentiels, le RCCI adopte une solution en conformité avec cette dernière.

Lorsque le conflit n'a pas encore été traité par la Société de Gestion, le RCCI adopte une solution en ayant recours aux procédures et mesures suivantes :

- des procédures efficaces en vue d'interdire ou de contrôler les échanges d'informations entre les personnes concernées exerçant des activités comportant un risque de conflits d'intérêts lorsque l'échange de ces informations peut léser les intérêts d'un ou de plusieurs clients/porteurs ;
- une surveillance séparée des personnes concernées dont les principales fonctions consistent à exercer des activités pour le compte de certains clients ou à leur fournir des services lorsque les intérêts de ces clients peuvent entrer en conflit, ou lorsque ces personnes concernées représentent des intérêts différents, y compris ceux du prestataire, pouvant entrer en conflit ;
- la suppression de tout lien direct entre la rémunération des personnes concernées exerçant principalement une activité particulière et la rémunération d'autres personnes concernées exerçant principalement une autre activité, ou les revenus générés par ces autres personnes, lorsqu'un conflit d'intérêts est susceptible de se produire en relation avec ces activités ;
- des mesures visant à interdire ou à limiter l'exercice par toute personne d'une influence inappropriée sur la façon dont une personne concernée exerce ses activités ;
- des mesures visant à interdire ou à contrôler la participation simultanée ou consécutive d'une personne concernée à plusieurs services d'investissement ou connexes ou autres activités lorsqu'une telle participation est susceptible de nuire à la gestion adéquate des conflits d'intérêts.

Si l'adoption ou la mise en œuvre concrète d'une ou plusieurs de ces mesures et procédures ne permet pas d'assurer le degré d'indépendance requis, le RCCI prendra toutes les mesures et procédures supplémentaires ou de substitution qui pourront s'avérer nécessaires.

Le RCCI, en concertation avec la Direction de la Société de Gestion prendra les mesures d'organisation ou les mesures spécifiques requises au cas par cas pour traiter le risque de conflits d'intérêt.

Le RCCI suivra la mise en œuvre des actions correctrices décidées et destinées à éviter ou limiter la survenance du conflit d'intérêts identifié, notamment en modifiant ou en adoptant les procédures nécessaires ou en renforçant les contrôles si de telles actions sont envisageables.

C. Information aux personnes concernées

Lorsque les mesures adoptées ne suffisent pas à garantir, avec une certitude raisonnable, que le risque de porter atteinte aux intérêts des clients/porteurs sera évité, IVO informe clairement ceux-ci, avant d'agir en leur nom, de la nature générale ou de la source de ces conflits d'intérêts.

L'information fournie aux personnes concernées prendra la forme d'un courrier dans lequel IVO précisera :

- la nature du conflit ;
- les personnes / entités concernées ;
- les éventuels impacts financiers ;
- les moyens mis en œuvre pour le résoudre.

Une copie du courrier sera consignée dans le registre des conflits d'intérêts avérés et conservée dans le dossier du client concerné.

Annexe 1 : Références réglementaires

- **Directive 2014/65/UE:**
 - *Article 23*
-
- **Règlement Délégué 2017/565:**
 - *Articles 34 et 35*
- **Code Monétaire et Financier :**
 - *Article L.533-10*
- **Règlement Général de l'AMF :**
 - *Article 321-43*
 - *Articles 321-48 à 50*

Annexe 2 : Politique de prévention et de gestion des conflits d'intérêts

IVO a formalisé une politique de gestion des conflits d'intérêts et mis en place des dispositions spécifiques en termes d'organisation (moyens et procédures) et de contrôle afin de prévenir, identifier et gérer les situations de conflits d'intérêts pouvant porter atteinte aux intérêts de ses clients.

A ce titre, il est rappelé que IVO accorde la plus grande importance aux intérêts de ses clients.

La présente politique a pour objet d'indiquer quelles sont les principales mesures permettant d'atteindre cet objectif de gestion des conflits d'intérêts. Néanmoins, si d'éventuels conflits d'intérêts apparaissent, ces derniers seront gérés dans l'intérêt du client, c'est-à-dire de manière équitable et en lui délivrant une information complète et adaptée.

Ainsi IVO s'autorise en fonction des situations de conflits d'intérêts à :

- réaliser l'activité ou l'opération dans la mesure où l'organisation permet de gérer de manière appropriée la situation de conflit d'intérêts potentiel ;
- informer le client dans le cas où certains conflits d'intérêts peuvent subsister et lui communiquer les informations nécessaires sur leur nature et leur origine ;
- le cas échéant, ne pas réaliser l'activité ou l'opération amenant un conflit d'intérêts.

IVO se doit de gérer tout conflit d'intérêts, de sa détection jusqu'à son traitement approprié. A ce titre IVO a mis en place une organisation permettant de :

- prévenir l'apparition de conflits d'intérêts, par une sensibilisation de l'ensemble de son personnel aux règles et codes de bonne conduite interne et de place, et par la mise en place de règles et des procédures strictes :
 - mise en place d'un système de contrôle interne ;
 - séparation des fonctions pouvant générer d'éventuels conflits ;
 - veiller en permanence à ce que l'offre des produits et services que IVO propose à ses clients corresponde bien au profil et à leurs attentes, et ne soit jamais en contradiction avec leurs intérêts ;
 - enregistrement des conversations téléphoniques provenant des donneurs d'ordres de IVO ;
 - prohibition des opérations à titre personnel qui ne respecteraient pas les règles fixées par l'entreprise ;
 - formation ou sensibilisation de l'ensemble du personnel aux bonnes pratiques de la profession ;
- identifier les situations de conflits d'intérêts pouvant porter atteinte aux intérêts des clients, par l'établissement d'une cartographie des risques de ces conflits d'intérêts.

Cette cartographie précise activités ou opérations pour lesquels un conflit d'intérêts est susceptible de se produire. Le RCCI de IVO a notamment pour mission de veiller à la mise à jour de cette cartographie ;
- gérer les situations de conflits d'intérêts potentiels :
 - en informant de façon complète et objective les clients, en s'interdisant d'user d'arguments tendancieux tout en signalant les contraintes et les risques associés à certains produits ou à certaines opérations ;
 - en imposant aux collaborateurs de déclarer au RCCI les cadeaux et avantages perçus selon des règles fixées par IVO ainsi que, dès leur survenance, les situations de conflit d'intérêts dans lesquelles ils pourraient se trouver, le cas échéant (le RCCI prenant alors en charge, avec les personnes concernées, la résolution de ce conflit).

Annexe 3 : Cartographie des conflits d'intérêts potentiels



POL3_Cartographie
des conflits d'intérêts.

Annexe 4 : Registre des conflits d'intérêts avérés



POL3_Registre des
conflits d'intérêts.xlsx